

L'ANCESTRAL OBSCURANTISME...

Le 11 septembre 2001, pour la première fois, un *«acte de guerre»* a pu échapper à la censure. C'est ainsi que tout un chacun a pu assister, quasiment en direct, aux effets horribles d'un bombardement.

Personne ne peut accepter l'inacceptable et les milliers de victimes de la folie meurtrière d'idéologues plus ou moins tarés ont droit à toute notre compassion. Pour autant, doit-on participer à cette sorte d'hystérie collective à laquelle nous assistons.

Dans le vaste monde on prie beaucoup... C'est le triomphe de l'esprit grégaire. Dans ce domaine des dirigeants russes, hier encore, responsables du KGB se sont particulièrement distingués.

Dès le lendemain du drame, on pouvait lire dans le quotidien russe: *«Une guerre entre les civilisations a commencé. Une guerre d'Allah contre Jésus, des pauvres contre les riches, des barbares contre le monde civilisé»*.

Et le Figaro de remarquer: *«Depuis le début de la perestroïka, c'est un leitmotiv. Et les dirigeants russes, les uns après les autres, ont toujours revendiqué leur appartenance à l'Europe et à la civilisation judéo-chrétienne»*...

Et, cerise sur le gâteau: *«Des icônes ont été posées à Moscou, sur l'asphalte, devant l'ambassade américaine. Des bougies les illuminent»*.

Quant à Busch, il a commencé par proférer cette énormité: *«C'est la guerre du bien contre le mal»*.

C'est exactement le terrain sur lequel se situent tous ceux qui, dans le monde entier (à commencer par Oussama Ben Laden lui-même!), considèrent l'impérialisme américain comme le *«grand satan»* à l'origine de tous nos maux. Les choses ne sont pas aussi simples et, pour ne citer que cet exemple, les centaines de milliers d'Irakiens, aujourd'hui encore, victimes *«d'actes de guerre»* ont, eux aussi, droit à notre compassion.

Comme toujours, la guerre est un excellent prétexte pour justifier une sorte *«d'union sacrée»* et nous pouvons, grâce à la télévision, assister à nombre de manifestations de caractère religieux qui ne sont pas sans rappeler les fastes du Moyen-âge.

Certes, Jaurès n'avait pas tort lorsqu'il affirmait que le *«capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage»*, mais, sans le concours du fanatisme religieux, comment convaincre les peuples de s'entretuer pour la plus grande gloire de Jésus ou d'Allah?

Cela étant comme toujours, la vie reprend ses droits. Dans la vieille Europe, les bureaucraties de Bruxelles poursuivent allègrement leur œuvre de destruction de tous les acquis sociaux gagnés de haute lutte dans le cadre des états nationaux et la théologie de la subsidiarité, autrement dit de la *«servitude volontaire»* fait des ravages.

En France, la marche à l'unité syndicale s'accélère. Certains dirigeants syndicaux *«néo-socialistes»*, semblent même prêts, dans le cadre de la C.E.S. à se mettre sous la coupe de Nicole Notat elle-même.

Ne parlons pas des *«néo-staliniens»* qui, à l'instar de leurs homologues russes, en rajoutent dans le ralliement au pire des obscurantismes.

Dans cet ordre d'idées, on ne peut que saluer l'initiative de Patrick HÉBERT, Secrétaire de l'U.D.C.G.T

F.O. de Loire-Atlantique, qui a proposé lors de la réunion du C.C.N de son organisation le vote d'un amendement et regretter qu'il ait été repoussé par la majorité du C.C.N.

Comme on le voit, la situation n'est guère exaltante. Cependant, on aurait tort de céder au découragement. Partout, dans le monde, la lutte des classes se poursuit. Bientôt, une conférence ouvrière va se tenir à Berlin. Les dirigeants de l'AFL-CIO, eux-mêmes, gardent leur sang froid et puisqu'il est question «*d'actes de guerre*», pourquoi ne pas rappeler le vieux mot d'ordre: «L'union des travailleurs fera la paix du Monde».

Alexandre HÉBERT.

CO-LÉGISLATEURS, UNICITAIRES ET SUBSIDIAIRES...

Notre camarade Pierre FERME a bien raison d'évoquer la «*Charte d'Amiens foulée aux pieds*».

Au moment même où la centrale de l'Avenue du Maine prétendait honorer la mémoire de Robert Bothereau qui, rappelons-le opposait «*le mouvement à l'institution*» et qui, en 1947, déclarait: «*La crise est due au glissement du syndicalisme loin de son chemin de self-détermination. Elle résulte de la menace qui pèse sur son indépendance à l'endroit des partis politiques. C'est là pour le syndicalisme ouvrier un mal endémique, sans doute congénital, n'ayant jamais cessé de le menacer, mais que les événements actuels ont fait renaître avec violence*».

Les dirigeants de la C.G.T.-F.O. font un pas de plus dans la soumission aux dirigeants du parti dit «*socialiste*» eux-mêmes, il est vrai, fidèles exécutants des «*directives*» de la Commission de Bruxelles.

Nous apprenons que le parti «*néo-socialiste*» tiendra, le 13 octobre à la Cité des Sciences de la Villette, un colloque intitulé «*Éducation et formation, le projet socialiste*», et les initiateurs nous disent que:

«*Le colloque sera articulé autour de quatre tables rondes, la première sur le droit à la formation tout au long de la vie comme enjeu majeur du 21^{ème} siècle rassemblera Jérôme Blindé, Directeur de la division de l'anticipation et des études prospectives à l'UNESCO, Annie Thomas, secrétaire nationale de la C.F.D.T., Dominique Taddei, membre du C.E.S. (Conseil Economique et Social), Alain Touraine, sociologue, Jean-Jacques Briouze, secrétaire national chargé de la formation à la CGC et Yassir Fichtali, président de l'UNEF.*

La seconde table ronde portera sur «la société du plein emploi: le pari de la connaissance» et verra intervenir Jean Le Garec, député et président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale, Jean-Claude Quentin, secrétaire confédéral de F.O., Michel Joubier, secrétaire confédéral de la C.G.T., Lionel Dubois, secrétaire confédéral de la C.F.T.C., Eric Besson, secrétaire national à l'emploi au P.S. et Jean-François Noël, délégué national à la formation professionnelle».

Comme on peut le constater, Jean-Claude Quentin, «*secrétaire confédéral de F.O.*» participera, es-qualité, à l'élaboration, «*en vue des prochaines échéances électorales*», d'un «*projet*» destiné à affiner la liste, déjà longue, des mesures mises en œuvre, par la gauche plurielle, contre l'école de Jules Ferry.

Bien entendu, pour cette basse besogne, Jean-Claude Quentin, sera assisté de la fine leur des bureaucraties syndicales qui osent encore se prétendre les défenseurs des intérêts des travailleurs.

Peut-on imaginer meilleur exemple de soumission à la théologie de la subsidiarité et à la théorie du «*syndicalisme rassemblé*» due à l'imagination fertile des dirigeants néo-staliniens de la C.G.T.

Alors, parti unique... syndicat unique?

Il semble bien que les temps soient venus pour que les défenseurs de l'indépendance syndicale, c'est-à-dire de la démocratie, trouvent, eux aussi, les moyens de se «*rassembler*» pour organiser l'indispensable résistance aux agissements des «*totalitaires*».

Alexandre HÉBERT.

C.C.N. DE LA C.G.T.F.O. DES 11 et 12 SEPTEMBRE 2001

AMENDEMENT DE PATRICK HÉBERT

Dans la suite de la «refondation sociale» du MEDEF et après la loi de «modernisation sociale», votée par les députés au printemps, le gouvernement s'engage dans la «rénovation sociale» et envisage de déposer un projet de loi, dite de «démocratie sociale».

Le C.C.N rappelle que notre Confédération s'est constituée pour défendre l'indépendance syndicale, que ce combat permanent s'est notamment traduit par l'appel en 1969 à rejeter le référendum qui visait à intégrer les Confédérations syndicales dans un Sénat corporatiste.

Rappelant que l'indépendance syndicale est une condition nécessaire de la démocratie, le CCN rejette par avance toute tentative d'imposer au syndicalisme libre et indépendant en 2001, ce qu'il a rejeté en 1969.

Force Ouvrière rejette toute tentative de transformer la négociation collective en un échelon de la loi, le domaine de la loi et celui de la négociation collective doivent rester séparés.

D'aucune manière, F.O. n'a vocation à jouer le rôle de subsidiaire du gouvernement, chargé, entre autres, de transposer par la «négociation» les directives européennes.